

**BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
FOND AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT**



L'EFFET DE LA CRISE FINANCIERE MONDIALE SUR L'AFRIQUE

**ECON
BUREAU DE L'ECONOMISTE EN CHEF**

Résumé analytique

1 La crise financière et économique actuelle a affecté les principaux leviers de la croissance récente en Afrique. La demande et les cours des matières premières africains sont en baisse, la tendance récente à la hausse des flux de capitaux semble s'essouffler et les promesses d'augmentation de l'aide sont menacées. La croissance de la Chine s'est résorbée même si elle continue d'afficher des performances relativement élevées. La seule bonne nouvelle est le relâchement des pressions inflationnistes et l'apaisement de la crise alimentaire. En Asie et en Amérique Latine, les prévisions de croissance ont d'ores et déjà été revues à la baisse. Bien que les effets immédiats de la crise aient été contenus, les effets à moyen terme sont susceptibles d'être plus importants.

2 Le faible taux d'intégration financière de l'Afrique a relativement protégé les économies africaines des effets directs de la crise financière. L'Afrique s'est ainsi retrouvée à l'abri de l'impact de la crise des « subprimes » de 2007 et de la crise bancaire de l'été 2008, ce qui lui a permis d'éviter les effets néfastes d'une crise financière qui a ébranlé les marchés financiers internationaux.

3 Les systèmes financiers en Afrique sont caractérisés par la domination du secteur bancaire avec un rôle faible ou inexistant des marchés boursiers. Les emprunts des institutions financières auprès des banques étrangères sont assez contrôlés dans le cadre du contrôle de change et les banques ne font pas face à des risques liés aux engagements hors bilan. Cela explique en grande partie l'impact limité sur le secteur bancaire en Afrique.

4 La majorité des marchés financiers africains ont subi les effets de la contagion se traduisant par des pertes importantes en valeur et des sorties de capitaux. Pour les marchés financiers les plus liquides en Afrique tels que l'Egypte ou le Nigeria, les effets de contagion ont été amplifiés par une surévaluation des cours boursiers avant la crise et par la diversification limitée des actifs.

5 La crise financière a amplifié l'augmentation de la marge appliquée aux prêts sur les marchés financiers internationaux pour toutes les régions du monde, en particulier les pays émergents et l'Afrique. Dès octobre 2008, les « spreads » sur la dette souveraine ont augmenté. Pour cette raison, plusieurs pays africains (la Tunisie, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie) ont décidé de reporter le recours aux marchés financiers internationaux pour mobiliser des ressources nécessaires au financement de la croissance et se sont tournés vers les marchés locaux.

6 Avec l'intensification de la crise dans les pays développés et en Chine, la chute des prix des matières premières s'est accélérée et risque d'effacer tous les gains enregistrés au cours des dernières années. Cette chute aura plusieurs conséquences au nombre desquelles, la baisse des réserves de change, non-rentabilité de certains puits pétroliers et gisement de mine, réduction des capacités de financement de l'Etat et annulation ou report de certains investissements dans les industries extractives qui dépendent fortement des investissements directs étrangers.

7 L'Afrique ne dérogera pas à la perspective pessimiste du commerce mondial en 2009 qui traduit les mauvaises perspectives de croissance des pays industrialisés et émergents entraînant par une faible demande mondiale. Le taux de croissance des exportations perdrait 7% et le taux de croissance des importations perdrait 4.7%. Il en résulte évidemment une dégradation de la balance commerciale.

8 À court terme, on s'attend à ce que les impacts négatifs des crises financières et économiques sur l'IDE demeurent dominants et contribuent à une baisse continue des IDE pour 2009.

9 Concernant les flux de capitaux privés, les estimations préliminaires pour l'Afrique ne sont pas aussi dramatiques que les autres régions pour de multiples raisons, notamment la faible part de l'Afrique dans le total des flux de capitaux, nombre limité de pays levant des fonds sur le marché international et la faible corrélation des marchés financiers africains aux marchés financiers des pays industrialisés. Néanmoins, aucune émission de bonds en monnaie étrangère n'a été enregistrée en 2008 pour le compte des pays africains. Ce constat est préoccupant si on considère que beaucoup de pays couvrent leurs déficits de compte courant par l'afflux de capitaux privés.

10 Les données récentes des transferts des migrants montrent une certaine stagnation ou une légère baisse au niveau mondial et en particulier dans les pays d'Amérique Latine. Faute de données, il semble trop tôt de tirer une conclusion pour l'Afrique.

11 Globalement l'Afrique passera d'un excédent budgétaire global de 1.8% du PIB en 2008 à un déficit de -5% en 2009. Les pays exportateurs de pétrole enregistreront un déficit de -7% du PIB en 2009 près un excédent budgétaire de 4% en 2008. Le déficit se creusera également pour les pays importateurs de pétrole (de -1.7% à -2.1%).

12 D'une situation globalement excédentaire en 2008 de 2.9%, le continent fera face à un déficit du compte courant de -4% du PIB en 2009. Le large excédent de 8.8% du PIB pour les pays exportateurs de pétrole se convertira en un déficit de -4% du PIB. Ceci est le résultat direct de la diminution prévue des recettes pétrolières.

13 Pour le continent dans son ensemble, l'inflation a été plus élevée en 2008 (10,4 %) qu'en 2007 (7,4 %). Cette inflation a été de 3 point de pourcentage plus élevée que celle prévue avant la crise financière. A contrario, un taux d'inflation plus faible est attendu pour 2009 (8.6%). Cependant, en dépit de cette baisse du prix du pétrole, des pressions inflationnistes persistent dans de nombreux pays. Ceci est principalement lié aux prix élevés des denrées alimentaires et aux goulots d'étranglement du côté de l'offre.

14 L'Afrique devrait croître en 2009 à un taux faible de 3.2%, en baisse par rapport à 2008 (5.75%) et à 2007 (6%). Les projections provisoires font apparaître une perte de croissance de 3.7% pour les pays exportateurs de pétrole en 2009 et 1% de croissance de moins pour les pays importateurs de pétrole. Pour la première fois depuis les années 2000, les pays importateurs de pétrole devraient enregistrer des taux de croissance plus élevés (3.4%) que les pays exportateurs de pétrole (2.9%).

15 Les secteurs les plus touchés par la crise économiques sont le secteur minier, du tourisme, textile et manufacturier. Des fermetures d'entreprises et des reports ou annulations de projets sont fréquents dans les pays africains. Des pertes d'emplois substantielles sont enregistrées, avec des effets négatifs directs sur le niveau de vie des ménages.

Table des Matières

1.	Introduction	1
2.	L'impact sur le système bancaire	1
3.	Les impacts de la crise financière sur les marchés	3
3.1	Les effets sur les marchés financiers	3
3.2	La hausse des « spreads » de dettes souveraines	3
3.3	La volatilité des marchés de change	4
3.4	La baisse des prix des matières premières	4
4.	Les canaux de transmission à moyen et long terme	5
4.1	Les flux commerciaux	5
4.2	Les flux des capitaux	6
5.	Les perspectives économiques suite à la crise financière	7
5.1	La réduction des réserves de change et du budget de l'Etat	7
5.2	Inflation	8
5.3	Les perspectives de croissance	8
5.4	Impact sectoriel	9
6.	Conclusion	10

Liste des acronymes

APD :	Aide publique au développement
CAD :	Comité d'aide au développement
BCEAO :	Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest
BEAC :	Banque des Etats d'Afrique Centrale
DFID :	Département pour le développement international (Royaume-Uni)
IDE :	Investissement direct à l'étranger
PIB :	Produit intérieur brut
PMR :	Pays membre régional
RCA :	République du Centre-Afrique
RDC :	République Démocratique du Congo
SACU :	Union douanière du Sud de l'Afrique
UMA :	Association des industriels ougandais

1. Introduction

1.1 Avant juillet 2008, en dépit de la crise des crédits immobiliers à risque (subprimes), l'Afrique enregistrait d'excellentes performances de croissance économique. Les leviers de certaines performances se trouvaient à la fois dans les réformes macroéconomiques entamées par les pays africains ainsi que dans une conjoncture mondiale favorisée par la hausse de la demande des matières premières, l'investissement direct étranger et la forte croissance de la Chine. Les analystes étaient optimistes quant aux capacités du continent et à la conjoncture mondiale pour générer les ressources nécessaires au développement et à la réduction de la pauvreté.

1.2 Personne n'avait été en mesure de prévoir le retournement de la conjoncture au second semestre 2008 et ce bien que ses prémisses aient été présentes depuis juillet 2007. Aujourd'hui, l'économie mondiale est officiellement entrée dans une période de stagnation, les pays industrialisés sont en récession et l'Afrique se trouve confrontée à de graves incertitudes quant à ses perspectives de croissance et de développement. Les principaux leviers de la croissance récente ont été affectés par la crise financière et économique actuelle. La demande et les cours des produits primaires africains sont en baisse, les flux entrants de capitaux diminuent et les promesses d'augmentation de l'aide ne se matérialisent pas. La croissance de la Chine s'est résorbée. La seule bonne nouvelle est le relâchement des pressions inflationnistes. Bien que les effets immédiats de la crise aient été contenus, les effets à moyen terme sont susceptibles d'être plus importants.

1.3 Ce document présente une évaluation préliminaire de l'impact de la crise financière sur les économies africaines jusqu'à ce jour. Il explique tout d'abord les effets sur le secteur bancaire africain et les raisons pour lesquelles l'Afrique n'a pas été affectée directement par la crise bancaire et systémique (section 2). Il traite ensuite des effets directs de la crise sur les marchés financiers, les marchés de capitaux, les marchés de change et les marchés des matières premières (section 3). La section 4 présente les effets négatifs qui seront principalement ressentis au niveau des flux commerciaux et financiers, notamment les investissements directs étrangers et les transferts des migrants. La section 5 traite des perspectives des finances publiques, de l'inflation et de la croissance. Une analyse sectorielle est également menée et porte une attention particulière au tourisme et au secteur minier. Le document conclut (Section 6) par une discussion sur les politiques susceptibles d'atténuer l'impact de la crise.

2. L'impact sur le système bancaire

2.1 Le faible taux d'intégration financière de l'Afrique a relativement protégé les économies africaines des effets directs de la crise financière. L'Afrique s'est ainsi retrouvée à l'abri de l'impact de la crise des « subprimes » de 2007 et de la crise bancaire de l'été 2008, ce qui lui a permis d'éviter les effets néfastes et dévastateurs d'une crise systémique et financière qui a ébranlé les marchés financiers internationaux. Ainsi, la part du financement extérieur accaparée par l'Afrique (émission de bons, de titres et emprunts privés) apparaît faible comparée aux pays émergents et ne représente que 4% en 2007. L'émission de titres ne représente que 6

milliards de dollars US en 2007 comparée à 33 milliards enregistrés par l'Asie ou 19 milliards par l'Amérique Latine. Même en termes d'accès aux ressources privés, l'Afrique n'a reçu que 3 milliards de dollars américains en 2007 comparé à 42 milliards pour l'Asie.

2.2 La capitalisation boursière de l'Afrique est très faible et ne représente que 2.09 % de la capitalisation mondiale. De plus, les actifs bancaires africains ne représentent que 0.87% des actifs bancaires mondiaux comparé à 58.15% pour les 15 pays de la zone Euro ou 15.09 % pour les Etats-Unis. Le ratio de globalisation financière de l'Afrique reste comparable à celui de l'Amérique Latine, respectivement 181.3 % et 176.4% loin derrière l'Asie qui est de l'ordre de 369.8% ou le Japon qui est de l'ordre de 495.7%.

2.3 La faible intégration financière explique en partie le fait que l'Afrique ait échappé à la crise des subprimes et bancaire. Aucun pays africain n'a annoncé un programme de sauvetage bancaire de l'ampleur de ceux signalés dans la majorité des pays développés (voir tableau). Peu de banques et sociétés d'investissement en Afrique ont détenu des produits dérivés garantis par hypothèque de « subprimes », ou « capitaux toxiques ». Aucune information n'a été reportée sur les fonds souverains africains et les implications éventuelles sur leur rentabilité. Les banques africaines n'offrent généralement pas de produits dérivés complexes et ne dépendent pas lourdement des financements extérieurs.

2.4 L'effet de la contagion pourrait être amplifié par une forte présence des banques étrangères. La part des actifs bancaires détenus par des banques étrangères dans certains pays africains atteint 100% pour certains pays comme le Mozambique, le Swaziland et Madagascar. Les sièges de ces banques étrangères sont localisées sont localisées en France, au Portugal et au Royaume-Uni, où les banques ont aussi connu des pertes en termes de capitalisation boursière et de profits durant la crise financière.

2.5 L'effondrement financier observé dans les pertes de capitalisation boursière des banques mères n'a pas été transmis à leurs filiales africaines. Certaines filiales des maisons mères étrangères ont même vu leur capitalisation boursière augmenter considérablement alors que celle des maisons mères s'effondrait. En l'occurrence, le Nedbank au Swaziland, la Bank of Africa au Bénin et la Standard Bank au Ghana ont vu leur capitalisation boursière augmenter entre juillet 2007 et janvier 2009. Par conséquent, l'effet de contagion de la crise financière est faible en comparaison de l'effet sur les banques mères.

2.6 Les systèmes financiers en Afrique sont caractérisés par la domination du secteur bancaire avec un rôle faible ou inexistant des marchés financiers. Les emprunts auprès des banques étrangères sont contrôlés dans le cadre du contrôle de change. Les engagements hors bilan ne sont pas aussi développés que dans les pays industrialisés et les instruments de titrisation complexes du type de ceux qui ont conduit à la crise des « subprimes » ne sont généralement pas utilisés

2.7 L'accumulation des réserves au cours des années précédentes est à l'origine de la de la croissance des anciens fonds souverains africains comme le Nigeria et Botswana ou la création de nouveaux fonds en Libye, en Algérie, à São-tomé et Principe et au Soudan. L'origine de l'accumulation des ces réserves est

principalement les recettes d'exportations gonflées par la hausse du prix du pétrole. Bien que ces fonds souverains ne représentent que 2% de l'actif global des fonds souverains au niveau international, le montant accumulé n'est pas négligeable et représentait, avant la crise financière, plus de 124 milliards de dollars. La stérilisation de ces réserves en devises étrangères et leur conversion en actifs étrangers a permis d'éviter une forte appréciation de la monnaie de ces économies mais les a exposé sûrement à la crise des « subprimes » et à la crise financière. A ce stade, peu d'information est disponible sur l'impact de la crise financière sur les fonds souverains africains et leurs pertes éventuelles. Toutefois, leur rentabilité devrait baisser et s'aligner par rapport à la rentabilité des produits financiers et bons de trésor au niveau international. Il est évident que la baisse du prix du pétrole réduira énormément les capacités d'investissement et la taille des ces fonds

3. Les impacts de la crise financière sur les marchés

On distingue trois effets immédiats qui résultent principalement du phénomène de la contagion des marchés financiers, de change ainsi que des marchés des matières premières. Les sections suivantes traiteront ces questions.

3.1 Les effets sur les marchés financiers

3.1.1 Bien que les systèmes bancaires en Afrique n'aient pas été directement exposés à la crise des « subprimes », il y a eu des signes forts dès l'été 2008 d'une augmentation de la volatilité des prix des actifs et des primes de risque sur les marchés financiers africains. La contagion et l'interdépendance ont affecté d'une manière très importante les marchés financiers de la région. Pour certains marchés africains, tels que l'Égypte ou le Nigeria, l'effet a été plus élevé que celui observé sur les marchés des pays développés (Tableau 1).

3.1.2 Outre l'impact de la contagion, les marchés financiers les plus liquides en Afrique ont subi un phénomène d'amplification de l'impact qui pourrait s'expliquer par une certaine surévaluation des cours boursiers et par le mouvement de sortie des investissements de portefeuille. Les investisseurs africains en général et, égyptiens ou nigériens en particulier, ont perdu en moyenne pendant six mois plus de la moitié de la richesse qu'ils avaient investie à la fin de juillet 2008. Ceci représente des pertes plus importantes que celles subies par les investisseurs américains, français ou japonais.

3.2 La hausse des « spreads » de dettes souveraines

3.2.1 Les coûts d'endettement externe sur les marchés financiers internationaux pour les pays émergents ont commencé à augmenter dès le début de la crise des « subprimes » en juillet 2007. Les marges sont restées raisonnables jusqu'au début de la crise financière de l'été 2008. La Tunisie a ressenti l'ampleur de cette crise à travers sa tentative de lever des fonds sur le marché financier international dès 2007. La première tentative de lever des fonds sur le marché financier japonais en juillet 2007 a été confrontée à des exigences financières plus restrictives. En effet, face à une marge de crédit estimée entre 45 et 50 points de base, la Tunisie a dû abandonner 25 points de base pour parvenir à mobiliser des ressources.

3.2.2 La crise financière a amplifié l'augmentation de la marge appliquée aux prêts sur les marchés financiers internationaux pour toutes les régions du monde, en particulier, les pays émergents et l'Afrique. Dès octobre 2008, les « spreads » sur la dette souveraine ont augmenté en moyenne de 250 points de base pour les pays émergents. Le « spread » de l'indice des titres des pays émergents de JPMorgan a atteint son plus haut niveau depuis 2002 en augmentant de 800 points de base en octobre 2008. Les marges ont augmenté de 100 points pour l'Egypte et ont augmenté rapidement à plus de 200 points base pour la Tunisie pendant les périodes les plus dures de faillites bancaires aux Etats Unis. Pour cette raison, la Tunisie, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie ont décidé de reporter le recours aux marchés financiers internationaux pour mobiliser les ressources de long-terme. L'alternative reste le recours aux marchés domestiques.

3.3 La volatilité des marchés de change

3.3.1 Dans la plupart des pays Africains, la crise s'est accompagnée par une fluctuation des taux de change, notamment contre le dollar EU ou contre l'Euro. La dépréciation de certaines monnaies est due à l'impact de la crise financière sur les prix des matières premières et la sur les réserves de change. Ainsi, la baisse du prix du charbon de 65.8%, qui est passé de son niveau le plus élevé de 8,985 \$/tonne métrique en juillet 2008 à 2,902\$/tonne métrique à la fin de décembre 2008, a conduit à une baisse considérable des réserves en Zambie. Le taux de change du kwacha Zambien a ainsi subi une forte dépréciation par rapport au dollar au cours de l'année 2008 allant jusqu'à 50%. Cependant, le taux de change du Kwacha s'est légèrement amélioré à la fin de l'année.

3.4 La baisse des prix des matières premières

3.4.1 Les recettes générées par les exportations des matières premières constituent un des leviers majeurs de la croissance des pays Africains. La croissance des pays industrialisés et des pays émergents comme l'Inde et la Chine étaient les principaux moteurs de la croissance de la demande en matières premières et de la hausse de leurs prix. Malheureusement, la crise financière a eu des effets néfastes sur les perspectives de la croissance mondiale et fortement dégradé les anticipations sur les marchés futurs des matières premières, ce qui a induit une baisse aussi bien de la demande que des prix de la majorité des matières premières. Le prix du baril de pétrole, par exemple, a baissé de plus de moitié passant de 125.73 US\$ au début de la crise financière à 43.48 US\$ au début du mois de janvier 2009.

3.4.2 La crise financière a aussi imposé une lourde contrainte sur les pays fortement dépendants des ressources naturelles et surtout ceux dépendants du cuivre, du pétrole, du bois et du diamant. Le déclin du prix du cuivre a par exemple conduit à une baisse importante des recettes d'exportation de la Zambie réduisant considérablement ses réserves de change. Depuis la seconde moitié de 2008, le volume des réserves de change générées par le secteur minier a baissé de 30% de 649 millions au cours de la première moitié de 2008 à 454.5 millions au second semestre 2008.

3.4.3 Au Burkina Faso, le rythme de croissance des exportations a ralenti passant de 6.9 pour cent en 2007 à 3,5 pour cent en 2008 en raison de la chute de la production du coton et de la baisse des exportations de la fibre du coton. Le solde de la balance

des paiements s'est fortement dégradé sous l'effet de la chute de la production agricole et de la baisse des exportations de coton fibre. Ce solde s'est élevé fin 2008 à 12 millions de francs CFA contre 160 millions de francs CFA en 2007. Le déficit du compte courant est estimé en 2008 à 12.9 pour cent du PIB, en augmentation de 3.8 points par rapport à 2007.

3.4.4 Les effets de la crise financière et la récession économique sur les prix des matières premières et les flux des capitaux risquent d'effacer tous les gains enregistrés au cours des dernières années. Il en ressort plusieurs conséquences qui affecteront les performances à moyen et long terme des économies africaines : baisse des réserves, non-rentabilité de certains puits pétroliers, réduction des capacités de financement de l'Etat et annulation ou report de certains investissements dans les industries extractives qui dépendent fortement des investissements directs étrangers.

3.4.5 Les effets de la crise affecteront à la fois les exportateurs de pétrole ainsi que les pays producteurs d'autres matières premières hors-énergie telles que les minerais et les produits agricoles. Les produits alimentaires et agricoles suivront la même tendance à la baisse qui se situera autour de 20%, ce qui apaisera l'effet de la crise économique dans les pays africains particulièrement le poids sur la balance des paiements et du budget de l'Etat.

3.4.6 Cependant, la baisse des prix des matières première aura des effets positifs sur les comptes extérieurs des pays importateurs de pétrole, en particulier ceux ayant à la fois un déficit élevé des balances des paiements, dû à la facture des importations énergétiques. Un groupe de pays composé du Burundi, Seychelles, Togo et Malawi se trouve dans ce cas de figure. Ces pays ont de larges déficits du compte courant qui varient de -37.6 % pour le Burundi à -18.6% pour le Malawi. L'impact net dépendra des effets combinés de la baisse des prix des matières premières énergétiques et non-énergétiques. La couverture du déficit du compte courant de ces pays dépend des flux d'investissements directs étrangers et d'aide. Ces pays auront des difficultés importantes si les IDE et l'APD devaient se réduire sous l'effet de la récession.

4. Les canaux de transmission à moyen et long terme

4.1 Les flux commerciaux

4.1.1 La récession engendrée par les turbulences financières se manifeste aussi au niveau des flux d'échanges de biens et de services qui représentent le mécanisme réel de transmission des crises économiques d'un pays ou d'une région à une autre. Le commerce mondial et africain faisaient partie des principaux leviers de la croissance dans les années 2000-2007. Toutefois, des signes de décélération ont été enregistrés depuis 2008 et devraient se poursuivre en 2009. En effet, le volume du commerce mondial (exportations et importations) avait augmenté de 6.3% en 2007, de 4.4% en 2008 et 2.1% seulement en 2009. Du fait de la récession économique des pays industrialisés et de la baisse des prix des matières premières, le commerce mondial devrait se contracter de 4.4% en valeur en 2009 (Table 2).

4.1.2 L'Afrique ne dérogera pas à cette perspective pessimiste du commerce mondial en 2009. Le taux de croissance des exportations et des importations sera respectivement de 3.6% et de 10.5% en 2009, comparé à 10.6% et 15.2% en 2008. En

conséquence, l'impact de la crise sur les réserves de changes devrait être important. Ayant bénéficié de la bonne tenue des matières premières sur la période récente, l'Afrique connaîtra une chute de la valeur de ces exportations de 45.4% en 2009. Les pertes dans le taux de croissance des exportations n'étant pas compensées par une réduction des taux de croissance des importations en valeur, il en résulte évidemment une dégradation de la balance commerciale.

4.2 Les flux des capitaux

4.2.1 Impact sur l'investissement direct étranger

4.2.1.1 Les dernières estimations de l'investissement direct étranger (IDE), au niveau mondial, montrent une tendance prononcée à la baisse de l'ordre de 21% en 2008 qui risque de s'empirer en 2009. L'investissement direct étranger global est estimé à 1.4 trillions de dollars pour 2008. Selon les estimations actuelles, les flux d'IDE pour l'Afrique devraient être soutenus avec un montant relativement faible de 61.9 milliards de dollars en 2008 soit un accroissement de 16.8%. Cependant, la répartition entre les pays est contrastée. Alors que l'Égypte et le Maroc rapportent une baisse respective de -5.6% et -7%, l'Afrique du Sud enregistre plus que le doublement des IDE en 2008.

4.2.1.2 À court terme, on s'attend à ce que les impacts négatifs des crises financières et économiques sur l'IDE demeurent dominants et contribuent à une baisse continue des IDE pour 2009. L'Afrique ne dérogera pas à cette règle surtout si les prix des matières premières continuent de chuter. Ceci augmentera la marginalisation de l'Afrique et réduira la croissance des secteurs dépendant de l'investissement étranger tels que les ressources naturelles.

4.2.2 Les flux de capitaux privés de court terme

4.2.2.1 Selon les dernières estimations, les flux nets de capitaux privés de court terme vers les pays émergents étaient de l'ordre de 253 milliards de dollars en 2007 et ont baissé à 141 milliards de dollars en 2008. Les flux d'investissement en portefeuille en Afrique ont aussi diminué en 2008 par rapport à 2007 (Graphique 4). Cette baisse traduit bien la rareté des ressources financières, la détérioration des conditions du marché et le rationnement de certains pays émergents.

4.2.2.2 Les estimations préliminaires pour l'Afrique ne sont pas aussi dramatiques que les autres régions pour de multiples raisons liées à la faible part de l'Afrique dans le total des flux de capitaux et au nombre limité de pays levant des fonds sur le marché international et à la faible corrélation des marchés financiers africains aux marchés financiers des pays industrialisés. Néanmoins, aucune émission de bonds en monnaie étrangère n'a été enregistrée en 2008 pour le compte des pays africains. En 2007, les émissions de bons en monnaie étrangère avaient atteint 6.5 milliards de dollars en 2007 contre 1.5 milliards de dollars en 2005. Ce constat est préoccupant si on considère que beaucoup de pays, comme l'Afrique du Sud, couvrent leurs déficits de compte courant par l'afflux de capitaux privés.

4.2.3 Impact sur les transferts de fonds des migrants

4.2.3.1 Les transferts de fonds qui sont devenus une importante source de financement externe pour les pays africains, ont été affectés par le ralentissement de l'économie dans les pays développés. Dans quelques pays, ces transferts dépassent l'aide publique au développement en tant que source de financement externe. Le montant total des transferts de fonds des migrants vers l'Afrique s'est élevé à 38 milliards de dollars en 2007. Les transferts entre pays africains sont aussi en baisse suite aux suppressions d'emplois et au déclin du secteur minier. La baisse du volume des transferts a un impact négatif direct sur le bien-être des ménages puisque ceux-ci, contrairement à d'autres types de transferts, sont directement utilisés pour couvrir les besoins primaires tels que la nourriture, l'éducation et la santé.

4.2.3.2 Bien que les données récentes sur les transferts des émigrés soient encore incomplètes, elles laissent présager un effet négatif de la crise économique. Les données mensuelles de décembre et janvier montrent une certaine stagnation ou une légère baisse au niveau mondial. De façon surprenante, les transferts vers certains pays comme le Kenya ont augmenté. Néanmoins, faute de données, il semble trop tôt de tirer une conclusion pour l'Afrique.

5. Les perspectives économiques suite à la crise financière

5.1 La réduction des réserves de change et du budget de l'Etat

5.1.1 La hausse des prix des matières premières a permis aux pays africains d'accumuler des réserves de change. Ainsi, l'Afrique a accumulé 369 milliards de dollars de réserves en 2007, l'Algérie ayant accumulé des recettes en devises de l'ordre de 110 milliards en 2007 comparées à 79 milliards en Libye et 51 milliards au Nigeria. Ces recettes avaient permis aux pays exportateurs de pétrole de disposer d'une aisance budgétaire considérable permettant l'engagement d'importants programmes d'investissement public ainsi que le remboursement de la dette extérieure. Désormais, certains pays qui avaient élaboré des budgets basés sur un prix moyen de 70 dollars seront contraints de revoir à la baisse leurs plans d'investissement si les pressions à la baisse du prix du pétrole persistent. Les prévisions font apparaître un déficit budgétaire de -7% du PIB pour les pays exportateurs de pétrole en 2009 contre un excédent de +7 du PIB en 2008 et 3.8% du PIB en 2007.

5.1.2 Globalement, l'Afrique passera d'un excédent budgétaire global de 1.8% du PIB en 2008 à un déficit de 5% en 2009. Les pays exportateurs de pétrole enregistrent un déficit de -7% du PIB en 2009, en dessous de l'excédent de 4% de 2008. Le déficit devrait également s'élargir pour les pays importateurs de pétrole (de -1.7% à -2.1%)

5.1.3 Sous l'effet de la crise, le déficit des comptes courants s'est aggravé dès 2008 dans vingt-six pays. L'accroissement des déséquilibres des balances des paiements prévu en 2009 fera basculer l'Afrique d'une situation de continent globalement excédentaire de 2.9% en 2008 à un continent globalement déficitaire de -4.0% en 2009. Le large excédent de 8.8% du PIB enregistré par le groupe des pays

exportateurs de pétrole devrait se convertir en un déficit de -4%. Ceci constitue un effet direct de la baisse des revenus pétroliers. L'Afrique du Nord est la seule région qui enregistre un excédent du compte courant d'environ 3% du PIB, portée par le Maroc (10.7%) et l'Algérie (5.6%).

5.1.4 Certains pays feront face durant 2009 à un double déficit de la balance des paiements et du budget de l'Etat. Ceci est dû au fait que les exportations chuteront plus rapidement que les importations (causant un déficit du compte courant) alors que les gouvernements tentent de maintenir des niveaux de dépenses élevés dans le contexte actuel de baisse des recettes. Par conséquent, certains pays se retrouveraient en proie à des déséquilibres macroéconomiques à moyen terme si la crise venait à perdurer.

5.2 Inflation

5.2.1 L'inflation estimée pour 2008 (10.4%) est plus élevée que celle enregistrée en 2007 (7.4%) à cause particulièrement de la flambée des prix des pétroles et des denrées alimentaires durant le premier semestre de 2008. L'inflation de 10.4% en 2008 se situe 3 points de pourcentage au-dessus des prévisions qui avaient été réalisées avant la crise. Cependant, la baisse des prix des matières premières au second semestre 2008 devrait exercer des pressions à la baisse sur l'inflation résultant en une baisse de l'inflation en 2009.

5.2.2 Le schéma attendu pour 2009 est plus ou moins inversé par rapport à 2008 puisque certaines sources de la hausse des prix de 2008 sont devenues, depuis le second semestre de 2008, des sources de baisse de l'inflation. Par conséquent, les grands perdants de 2008 seront les grands gagnants de 2009 à une exception près. En tout cas, les pays importateurs de pétrole gagneront 3% de taux d'inflation en moins ce qui ramènerait l'inflation à son niveau de 2007. Dans les pays exportateurs de pétrole, le niveau d'inflation en 2009 sera comparable à ceux de 2008.

5.3 Les perspectives de croissance

5.3.1 Les perspectives de croissance au niveau mondial ont été revues à la baisse pour la majorité des régions dans le monde. L'année 2009 apparaît comme une année de stagnation au niveau mondial et de récession dans les pays industrialisés. Les projections de croissance sont de 0.9% au niveau mondial et de -0.1% dans les pays industrialisés. Seule la Chine continuera à avoir un taux de croissance soutenue supérieur à 7% mais en dessous des 12% enregistrés au début de 2008.

5.3.2 Si l'Afrique a pu échapper à l'effet direct de la crise financière et bancaire, elle n'est pas à l'abri de la récession mondiale même si le degré d'intégration commerciale du continent reste faible. Les projections de croissance pour le continent africain en 2009 (3.2%) sont largement en-dessous du niveau de 2008 (5.7%). Les estimations provisoires font apparaître des pertes de croissance estimées à 3.7% pour les pays exportateurs de pétrole en 2009 et 1% de déclin pour les pays importateurs de croissance. Depuis la première fois depuis les années 2000, les pays importateurs de pétrole devraient enregistrer des taux de croissance supérieurs aux pays exportateurs de pétrole. Les pays à revenus intermédiaires seront affectés par la baisse de la demande des produits manufacturés, du textile et du tourisme et devraient subir

des pertes de croissance comparables aux pays importateurs de pétrole et à faible revenus. Le ralentissement de la croissance risque de compromettre les efforts réalisés par l'Afrique vers l'achèvement des objectifs du millénaire pour le développement et de réduction de la pauvreté.

5.4 Impact sectoriel

Malgré qu'il soit très tôt de prédire l'impact de la crise financière et économique mondiale, des faits préliminaires montrent que quelques secteurs dans les économies africaines ont été négativement affectés.

5.4.1 Tourisme

5.4.1.1 Le tourisme a été fortement touché par la crise à travers la baisse des revenus dans les pays développés et émergents, dont la plupart des flux touristiques sont originaires. Le Kenya annoncé une baisse de 25 à 30% des arrivées touristiques et Kenya Airways a enregistré un déclin de ses profits de 62.7% sur une période de six mois se terminant en septembre 2008. La baisse de l'activité touristique devrait atténuer les gains récents enregistrés par le secteur des services qui était en train de devenir un important moteur de la croissance. Ceci appelle une diversification plus poussée du secteur des services mais aussi de l'économie toute entière. L'Egypte a notamment annoncé 40% d'annulation de réservations d'hôtel et les Seychelles une chute de leurs recettes touristiques de 10%.

5.4.2 Secteur minier

5.4.2.1 Plusieurs projets d'investissement dans les industries extractives ont été annulés ou reportés en République Démocratique du Congo (RDC), Zambie, Afrique du Sud, RCA ou au Cameroun. En Zambie, le projet de barrage Kafu Gorge, d'un montant de 1.5 milliard de dollars, est mis en attente car beaucoup d'investisseurs sont réticents à cause de la baisse du prix du cuivre. Des compagnies minières telles que First Quantum Minerals, Albidon et Makambo Copper Mine ont toutes annoncé la suspension des nouvelles explorations. En même temps, la plus grande mine de cuivre de Zambie, Konkola Copper Mines, a ordonné une réduction de 40% de tous les contrats destinés aux fournisseurs.

5.4.2.2 En RDC, les opérations d'extraction de la mine à ciel ouvert de Tilwezembe et le traitement de minerai à Kolwezi ont été suspendues en raison de l'effondrement des cours du cobalt. 70 sociétés minières opérant à Kantaga ont fermé. Depuis la fin de 2008, Forrest International a mis ses 650 employés en chômage technique en indiquant que l'exploitation du cobalt n'est pas rentable autour de 9 dollars la livre. Selon le ministère des mines de la RDC, ces fermetures auraient engendré une perte de 200 000 emplois.

5.4.2.3 La baisse en 2008 de 60% du prix de la tonne de manganèse a touché le Gabon, deuxième producteur mondial de manganèse. La société Comilog, qui exploite le gisement du Sud-est du pays (Moanda), a décidé de réduire de moitié sa production au premier trimestre 2009. Si le prix du pétrole et de manganèse ne se rétablissent pas, le Gabon souffrira des conséquences énormes sur son budget et son compte courant.

5.4.2.4 La baisse du prix du Fer de 60% depuis la crise a touché le Sénégal et la Mauritanie. Pour le Sénégal cette baisse devrait retarder la mise en chantier de l'exploitation du gisement de la Flémé dont la production est prévue pour 2011 et l'accord est signé en février 2007 avec Arcelor Metal, une société française. La production Mauritanienne de fer qui représente 50% des exportations a été lourdement affectée par la baisse du prix du fer.

5.4.2.5 La baisse du prix de l'uranium dont la livre est passée de 140 à 53 dollar entre juin 2008 et janvier 2009 aura des conséquences néfastes sur les recettes d'exportations du Niger. L'uranium représente 50% de ces recettes d'exportation. Le Niger compte sur l'augmentation de la production même si la demande ne pourra peut-être pas compenser les pertes de prix. La société française Areva a signé un contrat d'exploitation d'un second gisement le plus grand en Afrique.

5.4.2.6 La baisse relative du cours du Bauxite qui domine le secteur minier de la Guinée, deuxième exportateur mondiale, affectera à la fois les recettes d'exportations. Le secteur minier assure 30% des recettes de l'Etat et 70% des recettes d'exportations. Un projet de construction d'une usine d'aluminium, regroupant trois groupes internationaux, risque d'être reporté.

5.4.3 Le textile

5.4.3.1 De nombreuses usines de textile ont fermé à Madagascar et au Lesotho. Le Lesotho enregistre un déclin de la demande externe de textile provenant de l'Afrique du Sud et des Etats-Unis qui sont ses principaux partenaires commerciaux. A Madagascar, les données récentes indiquent un ralentissement de l'activité économique de 8 à 15% dans différents secteurs. Les pressions sur l'emploi ont émergé en raison de la vulnérabilité des secteurs intensifs en main d'œuvre (tourisme et textile) à la crise. Une entreprise locale en textile à l'ouest du pays a fermé provoquant le licenciement de 4.000 employés.

5.4.4 Autres secteurs

5.4.4.1 Le secteur manufacturier a été touché à la fois par la baisse de la demande globale et par l'augmentation du coût des importations de produits intermédiaires en partie causée par la dépréciation de la monnaie. En conséquence, les usines fonctionnent en basse capacité et l'emploi est sévèrement menacé. Par exemple, en Ouganda, l'UMA (l'association des industriels ougandais) a rapporté que quinze usines avaient fermé en 2008 à cause du coût élevé des affaires. L'Afrique du Sud a annoncé une baisse importante des achats de nouvelles voitures ce qui traduit la situation de crise du secteur de construction de l'Automobile dans le monde. La réduction de l'activité dans le secteur industriel a causé d'importantes pertes d'emplois avec des effets néfastes sur les niveaux de vie.

6. Conclusion

6.1 La crise financière globale actuelle aura un impact significatif sur l'Afrique malgré les perspectives de croissance positives par rapport aux pays industrialisés. Un taux de croissance autour de 3.2 % comparé à un taux de -0.1 pour les pays avancés peut apparaître comme une performance mais si on le considère comme une perte de 3 points de pourcentage par rapport à 2007. En outre, ce niveau est loin de celui

requis pour atteindre les objectifs du millénaire. La crise économique actuelle affecte tout les moteurs de la croissance africaine : les prix et la demande des matières premières et les flux de capitaux, notamment l'investissement direct à l'étranger. De nombreux pays sont menacés par le risque d'avoir des déficits jumeaux (balance des paiements et budgétaires). Si la crise devait perdurer, les acquis en matière de lutte contre la pauvreté acquis au cours des années précédentes pourraient même être remis en cause.

6.2 Le principal défi consiste à continuer de financer la croissance, le développement, l'investissement en infrastructure et les programmes de lutte contre la pauvreté. Cela nécessitera des ressources financières qui ne peuvent provenir que d'un accroissement des engagements des donateurs en vers l'Afrique, la mobilisation des ressources domestiques, régionales et africaines. Néanmoins, les stratégies à long-terme doivent être orientées vers une plus grande résistance à la crise et au soutien de la croissance.

6.3 Les domaines suivants demanderont une action immédiate de la part des gouvernements Africains, de la Banque, et les partenaires en développement.

- Soutien aux moteurs internes de la croissance : La politique économique aux niveaux macroéconomique et sectoriel doit cibler le soutien aux *moteurs intérieurs de croissance* et être adaptées aux conditions propres à chaque pays. Des mesures similaires devraient être trouvées pour soutenir le secteur du tourisme, des mines et les autres activités tournées vers l'exportation.
- Augmentation de l'investissement dans les infrastructures : il est très important que les pays africains maintiennent un niveau adéquat d'investissement dans les infrastructures pour soutenir l'activité du secteur privé en général et pour renforcer la *compétitivité* et la *diversification* en particulier.
- Préparation de réponses ciblées de la part de la Banque: La Banque jouera un rôle essentiel en aidant les pays africains à concevoir des stratégies pour prévenir et atténuer l'impact de crises financières. En particulier, il est important d'évaluer les *besoins en ressources* pour aider les pays affectés par la crise.
- Garantie de flux adéquats d'aide au développement : Malgré le ralentissement économique dans les pays émergents et développés, il faut que les donateurs honorent leurs engagements d'aide. Toute réduction amplifiera l'impact négatif de la crise sur les pays africains, qui à son tour retardera la reprise économique globale en réduisant la demande.

6.4 La Banque partagera avec les PMR son analyse de l'impact de la crise financière sur différents secteurs dans les économies de l'Afrique. Cette analyse sera aussi utilisée par les départements des opérations dans la préparation des Documents de Stratégie Pays aussi bien que les projets et les programmes d'intervention. La Banque envisage aussi d'intensifier ses d'intervention dans les pays membres régionaux en ciblant les secteurs porteurs et ceux qui sont les plus affectés par la crise.

Tableau 1 : Effets sur les marchés financiers

Region/Pays	Indice		Indice de référence 31/07/2008	Valeur à la fin de la semaine (13/02/2009)	Pertes depuis la crise financière (en %)
	Nom	Code			
Afrique					
Côte d'Ivoire	BRVM Composite Index	BRVM CI	242.54	169.34	-30.18
Egypte	CASE 30 Index	CASE30	9251.19	3600.79	-61.08
Kenya	Kenya Stock Index	KSE	4868.27	2855.87	-41.34
Maurice	Mauritius AllShares	SEMDEX	1735.77	1005.69	-42.06
Maroc	Casa All Share Index	MASI	14134.70	10352.81	-26.76
Nigéria	NSE All Share Index	NSE	52916.66	23814.46	-55.00
Afrique du Sud	All Share Index	JALSH	27552.65	20650.38	-25.05
Tunisie	Tunis se Tnse Index STK	TUNINDEX	3036.87	3049.6	0.42
Autres					
USA	Dow Jones Industrial	DJ Index	11378.02	8280.59	-27.22
France	CAC 40 Index	CAC40	4392.36	3122.79	-28.90
Japon	Nikkei 225 Index	N225	13376.81	8076.62	-39.62

Source : BAD, Département des statistiques, janvier 2009

Tableau 2 : Perspectives du commerce mondial et africain

	Taux de croissance				Pertes de Croissance		Taux de Croissance				Pertes de Croissance	
	2006	2007	2008	2009	2008-2007	2009-2008	2006	2007	2008	2009	2008-2007	2009-2008
	Volumes des exportations						Value des exportations					
Monde	8.8	6.3	4.4	2.1	-1.9	-2.3	14.9	15.6	18.9	-4.4	3.3	-23.3
Afrique	0.2	10.1	10.6	3.6	0.5	-7	18.6	20.1	38.3	-7.1	18.2	-45.4
Afrique du Nord	16.5	10.4	14.3	6.6	3.9	-7.7	33.1	19.4	52.7	-5.4	33.3	-58.1
Afrique sub-Saharienne (Nigéria et Afrique du Sud exclus)	4.7	8.1	6.1	4.9	-2	-1.2	20.7	21.2	42.1	-22.5	20.9	-64.6
	Volume des importations						Valeur des importations					
Monde	8.8	6.3	4.4	2.1	-1.9	-2.3	14.9	15.6	18.9	-4.4	3.3	-23.3
Afrique	11.6	17.6	15.2	10.5	-2.4	-4.7	19.5	25.5	29.1	6.6	3.6	-22.5
Afrique du Nord	16	24.9	24.3	17.9	-0.6	-6.4	20.8	33.7	50.8	15.2	17.1	-35.6
Afrique sub-Saharienne (Nigéria et Afrique du Sud exclus)	4.7	8.1	6.1	4.9	-2	-1.2	12	18.7	18.2	2.8	-0.5	-15.4

Source : Situation et perspectives de l'économie mondiale, Nations unies, 2009

Tableau 3 : Balance budgétaire et balance du compte courant (% du PIB)

	Balance budgétaire			Compte courant		
	2007(e)	2008(p)	2009(p)	2007(e)	2008(p)	2009(p)
Afrique	1.89	1.82	-5.06	2.66	2.72	-4.05
Afrique du Nord (incluant le Soudan)	2.90	2.38	-5.79	10.65	10.14	1.75
Afrique Sub-Saharienne	1.25	1.48	-4.61	-2.37	-1.68	-7.70
Par production de pétrole						
Pays exportateurs de pétrole	3.87	4.32	-7.30	9.11	8.78	-4.00
Pays importateurs de pétrole	-0.41	-1.75	-2.12	-4.79	-5.88	-4.13
Par revenu						
Pays à revenu intermédiaire	1.51	0.09	0.03	-1.65	-3.23	0.24
Pays à revenu faible	-2.70	-3.46	-2.87	-7.61	-10.85	-9.62
Pays fragiles	9.67	0.01	1.42	-11.12	-10.99	-8.27
Par région						
Afrique Centrale	5.46	10.73	3.26	-1.47	3.88	-9.39
Afrique du Nord	3.51	2.98	-6.15	13.05	12.15	3.02
Sud de l'Afrique	2.47	2.32	-3.46	-3.34	-3.01	-7.65
Afrique de l'Ouest	-0.54	-0.08	-9.00	0.11	0.72	-8.57

Source : *Calculs d'auteurs et Perspectives économiques de l'Afrique 2009 (estimations provisoires)*, BAD, janvier 2009

Tableau 4 : Inflation et croissance

	Taux d'inflation			Taus de croissance (%)		
	2007(e)	2008(p)	2009(p)	2007(e)	2008(p)	2009(p)
Afrique	7.37	10.37	8.69	6.07	5.75	3.18
Afrique du Nord (incluant le Soudan)	6.93	8.22	8.15	5.52	6.03	4.04
Afrique Sub-Saharienne	7.67	11.91	9.07	6.45	5.55	2.58
Par production de pétrole						
Pays exportateurs de pétrole	7.11	9.64	9.33	6.64	6.71	2.94
Pays importateurs de pétrole	7.66	11.20	7.94	5.42	4.64	3.46
Par revenu						
Pays à revenu intermédiaire	6.81	11.82	9.87	4.98	4.43	3.03
Pays à revenu faible	6.95	11.36	7.86	6.51	6.09	5.06
Pays fragiles	9.04	13.33	9.22	4.00	3.90	4.50
Par région						
Afrique Centrale	2.89	7.67	6.11	3.99	5.45	3.82
Afrique du Nord	6.84	8.11	8.30	5.32	5.78	3.67
Sud de l'Afrique	9.29	12.35	9.80	7.05	5.28	0.38
Afrique de l'Ouest	5.35	10.58	8.62	5.36	5.40	4.29

Source : Calculs d'auteurs et Perspectives économiques de l'Afrique 2009 (estimations provisoires), BAD, janvier 2009